Que
Dev econ

Misc pubns
1980 b

ETUDE SUR L'IMPACT ÉCONOMIQUE DES RESTRICTIONS BUDGETAIRES FEDERALES SUR L'ECONOMIE QUEBECOISE

LEGISLATIVE LIBRARY OF ONTARIO
TORONTO
WITHDRAWN
MAY 27 1980
RECEIVED

Gouvernement du Québec
Développement économique

47

101-06605/

ÉTUDE SUR L'IMPACT ÉCONOMIQUE DES RESTRICTIONS BUDGÉTAIRES FÉDÉRALES SUR L'ÉCONOMIE QUÉBÉCOISE

Conception graphique
de la page couverture: Communication graphique André Fournier inc.

ISBN 2-550-00887-1

Dépôt légal - Deuxième trimestre 1980
Bibliothèque nationale du Québec

c Éditeur officiel du Québec

ÉTUDE SUR L'IMPACT ÉCONOMIQUE DES RESTRICTIONS BUDGÉTAIRES FÉDÉRALES SUR L'ÉCONOMIE QUÉBÉCOISE

1 LES NOUVELLES MESURES BUDGÉTAIRES FÉDÉRALES

Le 8 septembre 1978, le ministre fédéral des Finances et le président du Conseil du trésor émettaient une déclaration conjointe portant sur les coupures fédérales. Au moment de cette déclaration, ils ont rendu publics deux documents indiquant le détail de ces réductions et réaffectations de dépenses, de même que leurs effets sur les besoins financiers du gouvernement fédéral.

La réduction brute des dépenses budgétaires et non-budgétaires du gouvernement fédéral totalise 3 $ milliards 545 millions dont 635 $ millions en 1978-79 et 2 $ milliards 910 millions en 1979-80. De ce montant de 3,5 $ milliards, des coupures de 965 $ millions avaient déjà été annoncées en juin.

Par contre, le gouvernement fédéral réaffecte une partie des coupures, soit 1 $ milliard 45 millions (135 $ millions en 1978-79 et 910 $ millions en 1979-80) vers de nouveaux programmes ou de nouvelles priorités économiques et sociales.

Les coupures nettes sont donc de 2 $ milliards 500 millions, dont 500 $ millions en 1978-79 et 2 $ milliards en 1979-80.

2 IMPACT ÉCONOMIQUE DES RESTRICTIONS BUDGÉTAIRES

Les résultats apparaissant dans cette section ont été obtenus à partir d'une simulation effectuée par le Bureau de la Statistique du Québec à l'aide du tableau intersectoriel québécois.(1)

2,1 LA MÉTHODOLOGIE

La première étape consistait à déterminer la nature des modifications à partir des documents déposés par le gouvernement fédéral. A cet effet, les modifications ont été classifiées en cinq catégories:

-immobilisations;
-transferts et subventions;
-autres dépenses de fonctionnement;
-prêts et avances; et
-crédits périmés.

De manière à effectuer une estimation réaliste de ces modifications, seules les mesures comprises dans les trois premières catégories ont été considérées. De plus, quand une dépense était directement attribuable à une province (vg. usine de Laprade au Québec) l'imputation a été effectuée directement, alors que dans les autres cas, l'imputation a été faite au prorata de la population.

---

(1) Les coefficients sont ceux de la version du début de l'année 1973, ajustés pour tenir compte des structures fiscales de 1976 et de l'évolution des gains hebdomadaires moyens jusqu'en 1979.

Sans tenir compte des crédits périmés et des réductions de prêts et avances, le montant total des réductions nette de dépenses fédérales dont nous avons tenu compte pour l'année financière 1979-80 est de 1 $ milliard 401 millions; la part imputable au Québec est de 478 $ millions.

Pour la seconde étape, de manière à adapter ces données à la méthode du tableau intersectoriel québécois, nous avons ventilé le montant de 478 $ millions suivant les différentes composantes de la demande finale. De plus, ce montant a été ajusté pour tenir compte de l'effet économique probable des nouvelles mesures fédérales en 1979-80:

- une partie des réaffectations de dépenses proposées par le Gouvernement fédéral affecte les entreprises et est peu susceptible d'avoir un effet sur leurs investissements en 1979-80. Les montants (30 $ millions) n'ayant pas d'effet économique en 1979-80, n'ont donc pas été considérés comme réaffectés pendant cette année et le montant des coupures a été augmenté d'autant;

- une partie importante des coupures affecte les ménages (coupures concernant l'assurance-chômage, subsides concernant le prix du pétrole, etc.); cependant, leur effet net sur la réduction des dépenses de consommation est négligeable (18 $ millions). La partie qui aurait été épargnée en 1979-80 (5 $ millions) n'a pas été comptabilisée dans le montant des coupures susceptibles d'avoir un impact sur la consommation en 1979-80; et

- les coupures fédérales auront des effets directs de 170 $ millions sur le budget du Québec[2]. Pour des fins d'analyse, nous avons fait l'hypothèse que le Gouvernement du Québec n'augmenterait pas sont

---

(2) Les effets indirects mesurés par nos simulations sont d'environ 50 $ millions.

déficit mais qu'il réduirait plutôt ses dépenses d'un montant égal à l'effet direct net des coupures fédérales sur son budget. Comme une partie des effets directs nets n'est pas comptabilisée dans le montant des coupures fédérales, nous l'avons ajoutée en conséquence de manière à mesurer leur impact total; cet ajustement est de 40 $ millions.

On trouvera au tableau I le détail des montants simulés, pour chacune des composantes de la demande finale considérées. Compte tenu des ajustements que nous venons d'évoquer, le montant total de l'impact net au Québec des coupures et réaffectations fédérales en 1979-80 a été évalué à 543 $ millions.

2,2 LES RÉSULTATS

Au total, la simulation nous indique qu'en conséquence des coupures et réaffectations fédérales afférentes à l'année financière 1979-80, la valeur ajoutée de l'économie québécoise sera réduite de 450,9 $ millions, soit près de 1% du taux de croissante (75) du PIB québécois (sur la base de 1979). En conséquence, si aucun changement n'est apporté par le Gouvernement fédéral, près de 18,000 emplois (17,926) disparaîtront au Québec durant cette même année. Le tableau II ci-joint présente l'effet sur l'emploi et la valeur ajoutée par catégorie de dépenses.

3 L'ORIENTATION DES POLITIQUES DE STABILISATION DU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL ET L'ÉCONOMIE DU QUÉBEC

Au terme des restrictions budgétaires annoncées par le Gouvernement fédéral, il importe de traiter brièvement des politiques de stablisation fédérales et surtout de leur impact sur la lutte au sous-emploi au Canada et au Québec.

3,1 LA POLITIQUE MONÉTAIRE

La politique monétaire canadienne est présentement très restrictive. Elle est dictée par la nécessité de soutenir le cours du dollar canadien sur les marchés mondiaux.

Pour la cinquième fois en moins de 7 mois, le taux d'escompte a été haussé. De 71/2% qu'il était en mars 1978, il atteint maintenant 10,25%. Ce n'est donc pas du côté de la politique monétaire que l'on peut déceler une intention ferme de s'attaquer à la lutte au chômage. Les taux d'intérêt élevés décourageront les investissements et les achats biens durables chez les consommateurs.

3,2 LA POLITIQUE BUDGÉTAIRE

Avec l'annonce des coupures budgétaires, la politique budgétaire concourt elle aussi à un refroidissement de l'économie canadienne. L'objectif de stabilisation de la part du secteur public dans l'économie canadienne engendre donc des effets conjoncturels plutôt contraires aux besoins de l'économie puisque cela diminue la demande globale. La situation actuelle de l'économie canadienne et québécoise dicte plutôt un accroissement du déficit budgétaire gouvernemental.

3,3 EN GUISE DE CONCLUSION

Ces contraintes bubgétaires fédérales auront donc pour effet de compromettre sérieusement l'amorce de reprise qui se profilait au Québec. On

constate une croissance constante du taux de création d'emploi pendant la dernière année, alors que le taux de création d'emploi du dernier trimestre excède de 33 1/3% celui de l'année se terminant au dernier trimestre:

- du 3e trimestre 77 au 3e trimestre 78, l'emploi a crû au Québec au taux annuel de 2,4%;

- du 4e trimestre 77 au 3e trimestre 78, l'emploi a crû au Québec au taux annuel de 2,7%;

- du 1er trimestre 78 au 3e trimestre 78, l'emploi a crû au Québec au taux annuel de 2,9%; et

- du 2e trimestre 78 au 3e trimestre 78, le même taux de création d'emploi est passé à 3,2%.

A elles seules, les restrictions budgétaires annihilent les efforts de lutte au chômage du Gouvernement du Québec par l'intermédiaire du programme OSE qui, pour les 10 premiers mois d'opération a créé ou maintenu l'équivalent de 15,853 emplois.

TABLEAU I

IMPACT DES COUPURES ET RÉAFFECTATIONS DE DÉPENSES FÉDÉRALES DU QUÉBEC PAR COMPOSANTES DE LA DEMANDE FINALE (en millions de $)

A) Consommation	
- réduction nette des transferts aux personnes (y inclus la création d'emplois directs et l'augmentation des paiements d'aide sociale	-157
- taxe sur l'essence et gel des prix du pétrole	+134
- total A	-23
- (Propension moyenne à consommer (PMC) X total A)	x.8
- réduction des dépenses de consommation	-18
B) Investissement	
- réduction des investissements fédéraux	-269
- réduction des investissements du gouvernement du Québec (1)	-113
- augmentation des investissements des entreprises	-45
- réduction totale des investissements (total B)	-337
C) Dépenses gouvernementales	
- réductions des dépenses de fonctionnement fédérales	-122
- réductions des dépenses de fonctionnement du gouvernement québécois (1)	-57
- réductions des dépenses de fonctionnement des municipalités	-9
- réduction totale des dépenses gouvernementales (total C)	-188
D) Impact total des modifications fédérales	
(total A X PMC) + total B + total C	-543

---

(1) Pour les fins d'analyse, nous avons considéré que le montant total affectant le budget du Québec (170 $ millions) donnerait lieu à des réductions de dépenses composées aux 2/3 de dépenses en investissement et au 1/3 de dépenses de fonctionnement.

TABLEAU II

IMPACT DES COUPURES ET RÉAFFECTATIONS FÉDÉRALES AU QUÉBEC EN 1979-80 PAR COMPOSANTES DE LA DEMANDE FINALE ET EFFET SUR L'EMPLOI (1) ET LA VALEUR AJOUTÉE

	montant de la réduction (en millions de $)	effets totaux sur la valeur ajoutée (en millions de $)	effets totaux sur l'emploi
1- Réduction des dépenses de consommation	-18	-10,6	-403
2- Réduction des investissements fédéraux	-269	-197,1	-6 796
3- Réduction des investissements du Gouvernement du Québec	-113	-90,7	2 989
4- Augmentation des investissements des entreprises	+45	+24,5	+796
5- Réduction des dépenses de fonctionnement fédéral	-122	-115,0	-5 609
6- Réduction des dépenses de fonctionnement du Gouvernement du Québec	-57	-53,9	-2 667
7- Réduction des dépenses de fonctionnement des municipalités	-9	-8,0	-257
8- Total	-543	450,9	17 926

(1) Calculés à partir des relations fournies par le modèle, ajustés pour tenir compte de l'évolution des gains hebdomadaires moyens.

Achevé d'imprimer à
Québec en mars 1980, sur
les presses du Service des impressions en régie
du Bureau de l'Éditeur officiel
du Québec